

opinions Mardi 22 février 2011

Le développement durable est un échec, vive la décroissance

Par Anne-Catherine Menétrey-Savary,

Anne-Catherine Menétrey-Savary, ancienne conseillère nationale vaudoise (Verts), fustige la foi aveugle dans la technologie qui prétend sauver la planète sans rien changer à nos habitudes

Non, la décroissance n'est pas synonyme de pénurie, d'éclairage à la bougie ou de voyages en diligence. C'est un mouvement qui exprime la profonde aspiration des gens à sortir de l'aliénation consumériste et marchande, de la tyrannie de la performance et de la concurrence. C'est construire son identité par sa propre créativité plutôt que par la marque de sa voiture, de ses vêtements ou de son téléphone portable. C'est retrouver le goût de la convivialité, des activités autonomes, de la simplicité, du partage, dans le respect de l'environnement. Car s'il y a une urgence aujourd'hui, c'est moins de relancer l'économie que de freiner la dégradation de notre terre.

Pour la première fois dans l'histoire, le temps de la planète va plus vite que le temps des humains. L'épuisement des ressources, les changements climatiques, la raréfaction de l'eau, la disparition de terres habitables et des sols cultivables, l'accumulation des déchets et la pollution nous placent au bord du gouffre, en générant un potentiel redoutable de violence et de guerres.

Les populations les plus pauvres sont celles qui en souffrent le plus. On sait que si tous les habitants de la terre vivaient comme nous, il faudrait quatre planètes pour satisfaire leurs besoins. Cela montre l'aberration de prétendre à une croissance infinie dans un monde limité. Cette prétention est pourtant l'essence même de l'économie néolibérale. La spéculation financière, le gaspillage, l'obsolescence des produits, la frénésie de mobilité due au morcellement des processus de production, tout cela découle de la logique même du système. Il faut bifurquer avant l'effondrement total. Comme l'écrivait André Gorz en 1977 (dans *Ecologie et liberté*): «La sortie du capitalisme aura donc lieu, d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare.» Opter pour la décroissance, c'est choisir la sortie civilisée.

Le problème, c'est que, politiquement, ce concept est difficilement vendable, dans une société fondée sur le toujours plus et sur la foi inébranlable dans les nouvelles technologies. Personne ne voit clairement quel modèle économique serait capable, dès demain, de stabiliser une économie sans croissance et sans effondrement de l'emploi. C'est pourquoi certains s'en remettent au développement durable. Ils croient aux investissements «responsables», aux emplois utiles, aux technologies vertes. Ils comptent sur «l'écologie industrielle» et sur le «découplage», afin de produire plus de biens avec moins de matière et moins d'énergie. Malheureusement, l'expérience montre que cela ne marche pas: l'efficacité énergétique et matérielle est toujours compensée par l'augmentation de la consommation. «C'était une idée intéressante, il fallait l'expérimenter. Simplement, elle s'est révélée fautive», admet aujourd'hui le professeur Dominique Bourg, interrogé par *Le Temps* du 13 octobre 2010. Et d'ajouter cette condamnation sans appel: «L'idée de croissance verte est risible.»

Le développement durable paraît d'autant plus suspect qu'il est honteusement récupéré par les plus grands pollueurs de la planète. Il constitue également un moyen commode permettant d'avoir bonne conscience sans changer son standing, par exemple en finançant des projets propres dans les pays en développement, ou en faisant rouler son gros 4x4 tout-terrain avec des agrocarburants... Ces derniers sont emblématiques de la perversion de ce modèle. Des millions d'hectares de terres cultivables sont aujourd'hui soustraits à l'agriculture vivrière pour faire pousser des plantes propres à nourrir les voitures plutôt que les humains. L'idée de construire de nouvelles centrales nucléaires procède de la même aberration.

Pour sortir de ce dilemme entre décroissance anticapitaliste et économie libérale recyclée en développement durable, il faut trouver des voies de transition. Elles existent. Lorsque nous proclamons vouloir aller vers une société à 2000 watts, c'est une politique de décroissance. Chacun de nous a la possibilité de réduire d'un tiers sa consommation énergétique sans diminuer son confort. Au-delà de la sphère privée, des modèles alternatifs sont prometteurs, par exemple dans cette nébuleuse qu'on appelle l'«économie sociale et solidaire». Le modèle de voiture partagée, «[Mobility](#)», est l'embryon de ce qu'on appelle l'économie de fonctionnalité ou de contribution, dans laquelle s'échangent des droits d'usage plutôt que des biens matériels. Nous disposons aussi d'une «agriculture contractuelle de proximité» en plein développement.

A plus large échelle, on sent ici ou là quelques frémissements annonciateurs d'une sorte de nouvelle ère. Ainsi en Equateur, où le gouvernement propose de renoncer à exploiter un immense gisement de pétrole pour sauvegarder la forêt amazonienne et sa biodiversité, pour autant que la communauté internationale lui offre une compensation financière, à investir dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Il est toujours apaisant pour l'esprit de trouver des arrangements qui retardent le changement. Pourtant une question demeure: arriverons-nous jamais à sortir de la logique de la croissance et du profit alors que nous aurons tant œuvré à rendre ce système, précisément, durable? Peut-être est-ce le mur vers lequel nous fonçons qui nous apprendra, mais un peu tard, que la décroissance, quels que soient la forme et le nom qu'on lui donne, était notre meilleure chance de survie.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA